

Gestion de crise: la France ne s'en sort pas si mal

PREMIER ÉMETTEUR DE DETTE EN EUROS du monde en 2023, la France doit désormais reprendre le contrôle de ses finances, après la parenthèse du « quoi qu'il en coûte » décrétée par Emmanuel Macron pour faire face à la crise sanitaire. A partir des données d'Eurostat sur les comptes publics des différents pays de la zone euro entre 2019 et 2022, le spécialiste des finances publiques François Ecalte dresse le bilan de la gestion des crises Covid et énergétique dans une note à paraître que nous dévoilons. Verdict : la France ne s'en est pas trop mal tirée. L'animateur du site internet Fipeco montre qu'elle a moins augmenté son déficit et ses dépenses que la moyenne de la zone euro. Preuve que la stratégie économique a été efficace. Mais, ses finances étaient bien trop dégradées au départ, en 2019, pour qu'elle puisse s'en satisfaire.

A la fin de l'année dernière, la France a enregistré le quatrième déficit le plus important de la zone euro, à 4,7% du PIB, contre seulement 3,6% en moyenne. Onze pays sur dix-neuf affichaient un déficit inférieur ou égal à 3%, la cible maximum prévue par les règles budgétaires. L'Italie fait toutefois bien pire. Alors qu'elle devait bénéficier d'un financement massif du plan de relance européen, la botte a enregistré un déficit abyssal de 8% du PIB. François Ecalte y voit un cas « particulièrement inquiétant », alors que sa dette dépasse 140% du PIB.

Divergence inquiétante. En trois ans de crise, la France a, elle, réussi à contenir davantage l'augmentation de son déficit que ses voisins. Entre 2019 et 2022, le bond a été limité à 1,6 point contre 3 en moyenne dans la zone euro. Une fois n'est pas coutume après une crise, la croissance française a fortement rebondi en 2021, ce qui a permis de réduire le déficit creusé jusqu'à près de 8% en 2020 par les confinements contre le Covid.

Sur les dépenses publiques, la tendance est similaire. L'Hexagone les a moins augmentées en pourcentage du PIB (+2,7 points contre 3,9 points en moyenne dans la zone euro et 4,7 points en Allemagne). Mais elle partait aussi d'un niveau beaucoup plus élevé. Notre pays reste le champion des dépenses publiques dans la zone euro en 2022, avec 58,1% du PIB (y compris en comptant les crédits d'impôts).

Quant à ses recettes publiques, elles ont augmenté légèrement plus vite qu'ailleurs (+1,1 point de PIB contre +0,8 point). Malgré des baisses d'impôts bien réelles d'Emmanuel Macron, la France reste là aussi au 1^{er} rang des pays qui prélèvent le plus dans la zone euro avec 53,4% du PIB de recettes publiques (l'indicateur est plus large que les seuls prélèvements obligatoires).

Au final, la France se trouve être le 5^e pays le plus endetté de la zone euro fin 2022, avec un fardeau de 111,6% du PIB. Malgré une augmentation des dépenses et du déficit plutôt contenue, sa dette a progressé de plus de 14 points de PIB contre seulement 7,5 points en moyenne. C'est qu'elle était partie d'une situation trop fragile avant la crise sanitaire. Seule l'Espagne a connu une hausse de son endettement plus importante ! « Même en ayant un peu amélioré les choses, la France reste dans une mauvaise position », résume François Ecalte.

Plus largement, le spécialiste s'inquiète d'une zone monétaire unique de plus en plus coupée en deux du point de vue de l'endettement. Six pays sur dix-neuf trainent un fardeau supérieur à 105% du PIB quand les autres sont sous 87%, dont huit en dessous de 60%. « Il y a une énorme divergence entre les pays du nord, pour faire simple, et les pays du Sud, souligne le spécialiste des finances publiques. C'est très inquiétant pour la cohérence et l'avenir de la zone euro. »

Marc Vignaud
@mvignaud 